



## Assemblée générale

Distr.  
LIMITÉE

A/C.3/51/L.30  
12 novembre 1996  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Cinquante et unième session  
TROISIÈME COMMISSION  
Point 107 de l'ordre du jour

PROGRAMME D'ACTIVITÉS DE LA DÉCENNIE INTERNATIONALE  
DES POPULATIONS AUTOCHTONES

Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Bhoutan,  
Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica,  
Danemark, Équateur, Estonie, Fidji, Finlande, Grèce, Guyana,  
îles Salomon, Islande, Mexique, Norvège, Pérou et Suède :  
projet de résolution

Décennie internationale des populations autochtones

L'Assemblée générale,

Considérant que l'un des buts des Nations Unies, tels qu'ils sont énoncés dans la Charte, est de réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, culturel ou humanitaire, et en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

Rappelant ses résolutions antérieures relatives à la Décennie internationale des populations autochtones, ainsi que celles de la Commission des droits de l'homme,

Rappelant également que la Décennie a pour but de renforcer la coopération internationale aux fins de résoudre les problèmes qui se posent aux communautés autochtones dans des domaines tels que les droits de l'homme, l'environnement, le développement, l'éducation et la santé, et qu'elle a pour thème "Populations autochtones : partenariat dans l'action",

Estimant qu'il importe de consulter les populations autochtones et de coopérer avec elles aux fins de la planification et de l'exécution du programme d'activités de la Décennie et qu'il est nécessaire d'obtenir un appui financier adéquat de la communauté internationale, notamment des organismes des Nations Unies et des institutions spécialisées, et de disposer de mécanismes de coordination et de communication appropriés,

Prenant note de la décision 1992/255 du Conseil économique et social, en date du 20 juillet 1992, dans laquelle le Conseil a demandé aux organismes des Nations Unies et aux institutions spécialisées de veiller à ce que toute l'assistance technique qu'ils financent ou fournissent soit compatible avec les instruments internationaux et les normes internationales applicables aux populations autochtones et encouragé les efforts tendant à promouvoir la coordination dans ce domaine ainsi qu'une plus grande participation des populations autochtones à la planification et à la mise en oeuvre de projets les concernant,

Rappelant sa résolution 50/156 du 21 décembre 1995,

1. Se déclare profondément consciente de la valeur et de la diversité des cultures et des formes d'organisation sociale des populations autochtones et convaincue que le progrès des populations autochtones dans leur propre pays contribuera à celui de tous les pays du monde dans les domaines socio-économiques, culturels et de l'environnement;

2. Note que le programme d'activités de la Décennie internationale des populations autochtones pourra être revu et mis à jour tout au long de la Décennie et que le Conseil économique et social et l'Assemblée générale devraient, à mi-parcours de la Décennie, dresser un bilan, recenser les obstacles qui s'opposent à la réalisation des objectifs de la Décennie et recommander des solutions pour les surmonter;

3. Prend acte du rapport du Secrétaire général sur la mise en oeuvre du programme d'activités de la Décennie<sup>1</sup>;

4. Se félicite que le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme soit déterminé à redoubler d'efforts pour réaliser les objectifs du programme d'activités de la Décennie<sup>2</sup>;

5. Réaffirme que l'adoption d'une déclaration sur les droits des populations autochtones est l'un des grands objectifs de la Décennie et constate que le Groupe de travail intersessions à composition non limitée de la Commission des droits de l'homme créé en application de la résolution 1995/32 de la Commission en date du 3 mars 1995<sup>3</sup> a tenu deux réunions dans le but exclusif d'élaborer un projet de déclaration à la lumière du projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, qui figure dans l'annexe à la résolution 1994/45 de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, en date du 26 août 1994;

6. Souligne qu'il importe d'assurer la participation effective des représentants des populations autochtones aux travaux du Groupe de travail et

---

<sup>1</sup> A/51/499.

<sup>2</sup> Résolution 50/157, annexe.

<sup>3</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, 1995, Supplément No 3 et rectificatifs (E/1995/23 et Corr. 1 et 2), chap. II, sect. A.

encourage les organisations de populations autochtones qui n'ont pas encore été autorisées à participer à ces travaux et qui le souhaitent à en faire la demande, conformément à la procédure énoncée dans l'annexe à la résolution 1995/32 de la Commission des droits de l'homme;

7. Accueille avec satisfaction l'examen des mécanismes, procédures et programmes relatifs aux populations autochtones existant au sein du système des Nations Unies<sup>4</sup> entrepris par le Secrétaire général et prie ce dernier de communiquer pour observations cet examen aux gouvernements, populations autochtones et organisations internationales compétentes, avant la cinquante-troisième session de la Commission des droits de l'homme;

8. Constate que l'un des objectifs de la Décennie énoncé dans le programme d'activités, est d'envisager de créer, au sein du système des Nations Unies, une instance permanente consacrée aux populations autochtones,

9. Rappelle qu'elle avait recommandé dans sa résolution 50/157 du 21 décembre 1995, que la Commission des droits de l'homme, en se fondant sur les résultats de l'atelier de Copenhague<sup>5</sup> et de l'examen entrepris par le Secrétaire général, envisage la convocation d'un deuxième atelier chargé d'examiner la possibilité de créer une instance permanente consacrée aux populations autochtones;

10. Recommande, à la lumière de l'examen susmentionné, que des dispositions soient prises pour faire en sorte que les institutions et organismes compétents des Nations Unies, ainsi que d'autres organisations intéressées, prennent part à toutes nouvelles consultations sur la question, et accueille avec satisfaction l'invitation du Gouvernement chilien qui a offert d'accueillir un deuxième atelier;

11. Souligne le rôle important de la coopération internationale pour ce qui est de promouvoir les objectifs et activités de la Décennie ainsi que les droits, le bien-être et le développement durable des populations autochtones;

12. Réaffirme qu'il importe de renforcer les capacités humaines et les moyens institutionnels dont disposent les populations autochtones pour résoudre elles-mêmes leurs problèmes et, à cette fin, recommande à nouveau que l'Université des Nations Unies envisage la possibilité de parrainer, dans chaque région, un ou plusieurs établissements d'enseignement supérieur en tant que centres d'excellence et de diffusion des connaissances spécialisées, et invite la Commission des droits de l'homme à recommander des moyens d'exécution appropriés;

13. Souligne également l'importance des mesures prises au niveau national pour exécuter les activités de la Décennie et en atteindre les objectifs;

---

<sup>4</sup> A/51/493.

<sup>5</sup> E/CN.4/Sub.2/A/C.4/1995/7 et Add.1 à 3.

14. Encourage les gouvernements à appuyer la Décennie en prenant les dispositions suivantes :

a) Alimenter le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la Décennie;

b) Établir des programmes, plans et rapports relatifs à la Décennie, en consultation avec les populations autochtones;

c) Rechercher, en consultation avec les intéressés, les moyens de confier aux populations autochtones davantage de responsabilités en ce qui concerne leurs propres affaires et de leur donner voix au chapitre pour les questions qui les concernent;

d) Créer des comités nationaux ou d'autres structures comprenant des représentants des populations autochtones pour faire en sorte que les objectifs et les activités de la Décennie soient conçus et réalisés en totale concertation avec ces populations;

15. Encourage également les gouvernements et autres donateurs à contribuer au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones;

16. Exhorte les gouvernements et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales à appuyer la Décennie en dégageant des ressources pour les activités visant à atteindre, en collaboration avec les populations autochtones, les objectifs de la Décennie;

17. Invite les institutions financières, les organismes de développement, les programmes opérationnels et les institutions spécialisées des Nations Unies, agissant conformément aux procédures définies par leurs organes directeurs :

a) À accorder une plus haute priorité et à allouer davantage de ressources à l'amélioration de la situation des populations autochtones, eu égard en particulier aux besoins de ces populations dans les pays en développement, notamment en élaborant, dans leurs domaines de compétence respectifs, des programmes d'action concrets pour la réalisation des objectifs de la Décennie;

b) À lancer des projets spéciaux par les voies appropriées et en collaboration avec les populations autochtones, pour soutenir leurs initiatives au niveau communautaire, et à favoriser les échanges d'informations et de connaissances spécialisées entre les populations autochtones et les experts compétents;

c) À désigner des responsables chargés de coordonner les activités relatives à la Décennie avec le Centre pour les droits de l'homme du Secrétariat;

18. Recommande que le Secrétaire général assure la coordination du suivi des recommandations concernant les populations autochtones faites lors des conférences mondiales pertinentes, à savoir la Conférence mondiale sur les

droits de l'homme, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, la Conférence internationale sur la population et le développement, la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et le Sommet mondial pour le développement social;

19. Prie le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, lorsqu'il élaborera des programmes dans le cadre de la Décennie pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, de tenir dûment compte de la nécessité de diffuser des informations sur la situation, les cultures, les langues, les droits et les aspirations des populations autochtones;

20. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-deuxième session la question intitulée "Programme d'activités de la Décennie internationale des populations autochtones".

-----